

Strictement sous embargo jusqu'au 9.11.2006, 15:00 Le Cap (13:00 GMT, 8:00 New York)

La crise mondiale de l'eau et de l'assainissement requiert d'urgence un plan d'action mondial

Le Rapport mondial sur le développement humain 2006 demande que soit établi le droit fondamental de tout être humain à disposer d'au moins 20 litres d'eau potable par jour

Le Cap, 9 novembre 2006 — Un plan d'action mondial sous le leadership du G8 s'impose de toute urgence pour résoudre la crise croissante de l'eau et de l'assainissement, responsable de la mort de près de 2 millions d'enfants chaque année, constate le Rapport mondial sur le développement humain 2006, diffusé ici aujourd'hui.

D'après le Rapport, intitulé *Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau*, dans une grande partie du monde en développement, l'eau insalubre menace bien plus la sécurité humaine que les conflits violents.

Chaque année, constatent les auteurs, 1,8 million d'enfants meurent de diarrhée — une situation qui pourrait être évitée en donnant à chacun accès à l'eau potable et à des toilettes. Par ailleurs, 443 millions de jours de scolarité sont perdus chaque année en raison de maladies véhiculées par l'eau, et près de la moitié de toutes les personnes qui vivent dans les pays en développement souffrent à un moment donné d'un problème de santé dû au manque d'accès à l'eau et à l'assainissement. Outre ces coûts humains, la crise de l'eau et de l'assainissement freine la croissance économique, l'Afrique subsaharienne perdant de la sorte 5 % de son PIB annuel — bien davantage que l'aide perçue par la région.

Pourtant, contrairement aux guerres et aux catastrophes naturelles, cette crise mondiale ne suscite pas d'action internationale concertée, affirme le Rapport mondial sur le développement humain 2006 (RDH). « Comme la faim, c'est un fléau silencieux qui frappe les pauvres tout en restant toléré par ceux qui possèdent les ressources, les technologies et le pouvoir politique nécessaires pour y mettre fin », ajoute le Rapport.

Les auteurs soulignent la nécessité de faire évoluer cette situation car nous disposons de moins d'une décennie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixés pour 2015.

Les pays du G8 doivent agir

« En ce qui concerne l'eau et l'assainissement, le monde souffre d'un excédent de conférences et d'un manque d'action crédible. La diversité des acteurs internationaux a empêché que certains émergent comme de solides champions au plan international de la cause de l'eau et de l'assainissement », constate Kevin Watkins, rédacteur en chef du Rapport mondial sur le développement humain 2006.

« Il incombe aux gouvernements nationaux de mettre au point des plans et stratégies crédibles pour résoudre la crise de l'eau et de l'assainissement. Mais nous avons également besoin d'un plan d'action mondial — bénéficiant d'un soutien actif de la part des pays du G8 — afin de concentrer les efforts internationaux éparés visant à mobiliser des ressources et à dynamiser l'action politique, de sorte que l'on mette la question de l'eau et de l'assainissement au cœur des priorités et préoccupations du développement », ajoute-t-il.

<http://hdr.undp.org/hdr2006>

Contacts au PNUD :

New York et Le Cap

Mme Niamh Collier-Smith
Tél. : +1 212 906 6111
Portable : +1 917 213 0671
niamh.collier@undp.org

Mme Marisol Sanjines
Tél. : +1 212 906 6763
Portable : +1 646 201 8036
marisol.sanjines@undp.org

New York
M. William Orme
Tél. : +1 212 906 5582
Portable : +1 917 607 1026
William.orme@undp.org

Genève et Paris
M. Jean Fabre
Tél. : +41 22 917 8542
Portable : +41 79 437 07 76
jean.fabre@undp.org

Bruxelles
M. Paul Van Goethem
Tél. : +32 2 505 46 28
Portable : +32 477 52 10 55
paul.vangoethem@undp.org

Copenhague
Mme Veslemøy Lothe Salvesen
Tél. : +45 35 46 71 50
Portable : +45 51 23 28 24
veslemoy.salvesen@undp.dk

Tokyo
Mme Chisa Mikami
Tél. : +81 3 5467 4751
Cell : +81 907 200 3295
chisa.mikami@undp.org

Washington
Mme Cara Santos Pianesi
Tél. : +1 202 331 9130
Portable : +1 202 262 3381
cara.santos@undp.org

Bratislava
M. Zoran Stevanovic
Tél. : +421 2 59337 428
Portable : +421 908 729 846
zoran.stevanovic@undp.org

Bangkok
Mme Cherie Hart
Tél. : +66 2 288 2133
Cell : +66 8 1 918 1564
cherie.hart@undp.org

Moscou
Mme Snizhana Kolomiiets
Tél. : +7 (495) 787-2100 (ext. 2235)
Portable : +7 916 107-9416
snizhana.kolomiiets@undp.org

Londres
Mme Chandrika Deshpande
Tél. : +44 020 7396 5338
Portable : +44 (0) 7957 460 246
chandrika.deshpande@undp.org



Programme des
Nations Unies pour
le développement

Le plan d'action servirait de « mécanisme virtuel », précise le Rapport, citant le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, géré par un petit secrétariat à la bureaucratie minimale, comme point de référence utile.

« J'appuie entièrement l'appel à la mise en œuvre d'un plan d'action mondial pour résoudre la crise croissante de l'eau et de l'assainissement », déclare l'administrateur du PNUD, Kemal Derviş. « Comme le souligne le Rapport mondial sur le développement humain 2006, les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement sont inextricablement liés entre eux. Par conséquent, si nous ne parvenons pas à atteindre l'objectif relatif à l'eau et à l'assainissement, l'espoir de réaliser les sept autres objectifs s'évanouit rapidement.

Soit nous entreprenons maintenant une action concertée afin de fournir l'eau potable et un dispositif d'assainissement aux pauvres de la planète, soit nous réduisons des millions d'individus à une vie marquée par une pauvreté évitable, un mauvais état de santé et des chances de réussite réduites, et nous perpétons les inégalités profondes existant entre les pays et en leur sein. Il est de notre responsabilité collective de réussir », a-t-il argumenté.

Les gouvernements devraient consacrer 1 % du PIB à l'eau et à l'assainissement

Le RDH 2006 recommande, outre la création d'un plan d'action mondial, trois actions cruciales pour son succès :

1. Faire de l'eau un droit de l'Homme — et le vouloir : « Chacun devrait disposer d'au moins 20 litres d'eau salubre par jour, les pauvres devraient l'obtenir gratuitement », déclare le Rapport : selon les recherches menées pour le RDH, tandis qu'un citoyen britannique ou américain envoie quotidiennement 50 litres d'eau aux égouts rien qu'en tirant la chasse d'eau, de nombreuses personnes démunies survivent avec moins de 5 litres d'eau polluée par jour.

Le Rapport invite tous les gouvernements à ne pas se contenter de formuler de vagues principes constitutionnels, et à entériner dans la législation le droit de l'Homme à un approvisionnement en eau sûr, accessible et abordable. Cela implique qu'un minimum de 20 litres d'eau salubre par jour soit garanti à chaque citoyen, fournis gratuitement aux personnes trop pauvres pour payer, soulignent les auteurs.

2. Mettre au point des stratégies nationales en matière d'eau et d'assainissement : Les auteurs font valoir que les gouvernements devraient avoir pour objectif de consacrer au moins 1 % du PIB à l'eau et à l'assainissement et de renforcer l'équité. L'eau et l'assainissement pâtissent d'un sous-financement chronique. En général, les dépenses publiques dans ce domaine sont inférieures à 0,5 % du PIB. Les recherches menées pour le RDH 2006 montrent que ce chiffre est dérisoire au regard des dépenses militaires : en Éthiopie, par exemple, le budget militaire représente 10 fois le budget alloué à l'eau et à l'assainissement — et 47 fois au Pakistan.

Afin d'accélérer les progrès en matière d'eau et d'assainissement, les auteurs du Rapport exhortent tous les gouvernements à préparer des plans nationaux assortis d'objectifs ambitieux soutenus par un financement à concurrence d'au moins 1 % du PIB, et des stratégies claires pour vaincre les inégalités.

3. Augmenter l'aide internationale : Le Rapport recommande d'ajouter aux 4 milliards USD annuels 3,4 milliards USD supplémentaires. En termes réels, l'aide au développement a chuté au cours de la décennie passée, mais, selon le Rapport, les flux d'aide devront doubler pour avoir une chance d'atteindre l'OMD relatif à l'eau et à l'assainissement.

En effet, les progrès en matière d'eau et d'assainissement requièrent des investissements initiaux importants et de longs délais de remboursement, rendant essentielle l'adoption de stratégies de financement innovantes, telles que la Facilité de financement internationale. D'après les auteurs, il s'agirait là d'argent bien dépensé puisqu'ils estiment le rendement économique représenté par le gain de temps, la hausse de la productivité et la baisse des coûts de santé à 8 USD par dollar investi afin d'atteindre l'objectif relatif à l'eau et à l'assainissement.

Comment se traduirait le progrès pour les pauvres ?

Le RDH 2006 estime que pour atteindre l'OMD relatif à l'accès à l'eau et à l'assainissement, il faudrait investir quelque 10 milliards de dollars US de plus par an au plan national et international. « La facture d'un montant de 10 milliards USD pour la réalisation de l'OMD peut sembler exorbitante, mais elle doit être replacée dans son contexte. Ce chiffre représente moins de cinq jours de dépenses militaires mondiales et moins de la moitié des dépenses annuelles en eau minérale des pays riches », souligne le Rapport.

Les gains en termes de développement humain seraient considérables, précisent les auteurs. Le Rapport montre que combler le fossé entre les tendances actuelles et la cible de l'OMD en matière d'eau et d'assainissement permettrait de sauver plus d'un million d'enfants au cours de la prochaine décennie et donnerait lieu à un bénéfice économique total de près de 38 milliards USD par an. Les bénéfices engendrés en Afrique subsaharienne (environ 15 milliards USD) représenteraient 60 % des aides octroyées à cette région en 2003.

Dans l'ensemble, le monde est en passe d'atteindre l'OMD concernant l'accès à l'eau — principalement grâce aux importants progrès réalisés en Chine et en Inde — mais seules deux régions, l'Asie de l'Est et l'Amérique latine, sont bien avancées en matière d'assainissement. Par ailleurs, cette image mondiale masque de réels problèmes : si la tendance actuelle se confirme, l'Afrique subsaharienne n'atteindra l'objectif relatif à l'eau qu'en 2040 et l'objectif relatif à l'assainissement en 2076. En ce qui concerne l'assainissement, l'Asie du Sud accuse un retard de 4 années et, en matière d'eau, les États arabes ont accumulé un retard de 27 ans.

Selon le Rapport, en additionnant les chiffres pays par pays, cela signifie que 234 millions d'individus n'atteindront par l'objectif relatif à l'eau (55 pays sont en retard) et que 430 millions de personnes manqueront l'objectif relatif à l'assainissement (74 pays en retard).

« Le monde peut-il se permettre d'assumer le coût d'un développement accéléré en matière d'approvisionnement en eau et en moyens d'assainissement ? », demande M. Watkins, l'auteur principal. « Il faut plutôt se poser la question suivante : le monde peut-il se permettre de ne pas effectuer ces investissements ? »

Le coût de la crise

« Donner accès à une eau salubre, éliminer les eaux usées et fournir des systèmes d'assainissement constituent trois des bases les plus fondamentales du progrès humain », indique le RDH 2006. Mais 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau, et 2,6 milliards n'ont pas accès à l'assainissement.

Et le Rapport d'ajouter : « L'«absence d'accès à l'eau potable» est un euphémisme pour désigner une pauvreté profonde. Elle signifie que les populations vivent à plus d'un kilomètre de la source d'eau potable la plus proche et qu'elles collectent l'eau dans des canaux de drainage, des fossés ou des ruisseaux susceptibles d'être infectés par des pathogènes et des bactéries capables d'entraîner des maladies graves ou mortelles. »

« Pas d'accès à l'assainissement » signifie que dans les bidonvilles comme Kibera, près de la capitale kényane de Nairobi, les gens font leurs besoins dans des sacs plastique, appelés « toilettes volantes », qu'ils jettent ensuite dans les égouts à ciel ouvert dans la rue, faute d'autre solution.

Par ailleurs, plus on est pauvre, plus on paie cher l'eau salubre, comme le montrent les recherches menées pour le RDH. Les ménages les plus démunis de Jamaïque, du Nicaragua et du Salvador consacrent en moyenne 10 % de leurs revenus à l'eau. Au Royaume-Uni, on considère un taux de 3 % du revenu des ménages consacré à l'eau comme un indicateur de pauvreté.

En effet, le RDH 2006 met en lumière de grandes disparités dans les prix payés par la population pour l'eau. Les ménages des bidonvilles urbains paient généralement le litre d'eau 5 à 10 fois plus cher que les résidents de zones à revenus élevés. Et ceux qui vivent dans les quartiers les plus pauvres de villes comme Accra et Manille paient leur eau plus cher que les Londoniens, les New-Yorkais et les Parisiens.

Un tiers des personnes privées d'accès à l'eau vivent en dessous du seuil de pauvreté absolu d'1 dollar par jour. Un tiers supplémentaire vit avec moins de 2 dollars par jour. D'après le RDH 2006, les deux cinquièmes des ménages les plus pauvres du monde représentent plus de la moitié du déficit mondial en matière d'assainissement. Ces chiffres ne mettent pas en évidence l'existence d'un lien de causalité bien défini : il se peut en effet que certains individus manquent d'eau et d'assainissement parce qu'ils sont pauvres, ou qu'ils sont pauvres parce qu'ils manquent d'eau et d'assainissement. Cependant, ces chiffres suggèrent fortement une relation réciproque entre la pauvreté en termes de revenus et le manque d'accès à l'eau, avancent les auteurs.

Quant au débat approvisionnement public contre approvisionnement privé, il n'aide pas les pauvres, argumente le RDH 2006. « Le débat sur les mérites relatifs des secteurs public et privé détourne l'attention de l'incapacité des prestataires de services de distribution d'eau, tant publics que privés, à remédier au déficit mondial de l'accès à l'eau », souligne le Rapport.

Au-delà du foyer

Les pauvres ont besoin d'« eau source de vie » pour boire, faire la cuisine et se laver, ainsi que d'eau pour cultiver des aliments et gagner leur vie, indique le Rapport. Pourtant, les agriculteurs pauvres font face à une crise de l'eau potentiellement catastrophique en raison de la combinaison du changement climatique et de la concurrence liée à des ressources en eau rares, soulignent les auteurs.

Les petits agriculteurs, gardiens de troupeaux et ouvriers agricoles représentent la grande majorité des quelque 830 millions de personnes souffrant de malnutrition dans le monde. Le changement climatique menace d'accentuer l'insécurité de l'approvisionnement en eau à une échelle sans précédent, certaines parties de l'Afrique subsaharienne risquant des pertes de cultures pouvant atteindre 25 %. Parallèlement, la concurrence pour l'eau servant à cultiver des aliments ne cesse de s'accroître à une vitesse inquiétante dans les pays en développement, le pouvoir économique et politique, et non les préoccupations relatives à la pauvreté, jouant un rôle moteur, déclare le Rapport.

Promouvoir les droits des pauvres des zones rurales, les faire bénéficier d'un accès accru à l'irrigation et aux nouvelles technologies et les aider à s'adapter aux changements climatiques inévitables : autant d'actions impératives pour empêcher le désastre, affirment les auteurs.

Face à ces défis, la nécessité d'améliorer la coopération transnationale afin de garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau des pauvres se fait plus tangible que jamais, étant donné que d'ici 2025, plus de 3 milliards de personnes pourraient vivre dans des pays soumis au stress hydrique, souligne le Rapport.

Ceci dit, le RDH 2006 met en doute les prévisions selon lesquelles l'intensification de la concurrence pour l'eau provoquera inévitablement des conflits armés. En fait, le Rapport estime que la coopération transfrontalière en matière de ressources en eau est d'ores et déjà bien plus répandue et fructueuse qu'on ne le pense généralement. Par exemple, l'Inde et le Pakistan, malgré deux guerres transfrontalières et des tensions géopolitiques incessantes, gèrent conjointement depuis un demi-siècle les bassins hydrologiques communs, par le biais de la Commission permanente pour les eaux de l'Indus.

« La gestion de l'eau partagée peut être un atout dans le sens de la paix comme de la guerre, mais c'est la politique qui décidera de l'orientation à lui donner », déclare M. Watkins. Le RDH 2006 souligne que de bons choix politiques en matière d'eau et d'assainissement pourraient en fait être la clef pour résoudre la crise mondiale, comme le prouve l'histoire.

L'histoire en témoin, la crise peut être résolue

Il y a plus d'un siècle, le taux de mortalité infantile à Washington, D.C. était deux fois plus élevé que le taux que connaît aujourd'hui l'Afrique subsaharienne, écrivent les auteurs. Les maladies transmises par l'eau, telles que la diarrhée, la dysenterie et la typhoïde, étaient à l'origine d'un décès sur 10 dans les villes américaines de la fin du XIX^e siècle, les enfants en étant les premières victimes.

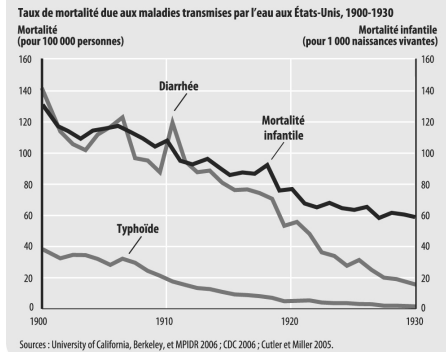
Le Rapport relate qu'au Royaume-Uni et ailleurs, les populations s'enrichissaient grâce à la révolution industrielle, mais leur santé ne s'améliorait pas pour autant. Les pauvres quittèrent les régions rurales pour s'installer en zone urbaine afin de profiter de la croissance tandis que les villes surpeuplées se changeaient en égouts mortels à ciel ouvert et que les épidémies de typhoïde et de choléra décimaient régulièrement des villes comme la Nouvelle-Orléans et New York.

Lors de l'été caniculaire de 1858, le parlement britannique fut contraint de fermer temporairement ses portes en raison d'un épisode surnommé « la Grande Puanteur », les égouts se déversant dans la Tamise. Les riches le vécurent comme une nuisance. Pour les pauvres, qui buaient l'eau de la rivière, cet épisode fut meurtrier.

Vers la fin du XIX^e siècle, les gouvernements reconnurent l'impossibilité de confiner les maladies associées à l'eau et à l'assainissement aux habitants pauvres des villes et la nécessité de lancer une action. Aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs, des investissements massifs furent effectués dans des réseaux d'égouts efficaces et dans la purification des sources d'eau. L'effet fut de taille. Aucune autre période de l'histoire américaine, par exemple, n'a enregistré une baisse aussi rapide du taux de mortalité.

L'histoire a rarement connu un tel succès dans la résolution d'un problème social majeur. Et cela pourrait se reproduire, estime le RDH 2006. « Résoudre la crise de l'eau et de l'assainissement pourrait constituer le prochain grand pas en avant de l'humanité », souligne M. Watkins. « Il est urgent que l'histoire se répète — dans les pays en développement cette fois. »

Conséquences de la municipalisation de l'eau : baisse des prix, amélioration de la qualité et vies sauvées



Réduction de la mortalité due à la typhoïde grâce à l'accès à une eau salubre

